

Magharebia

Édité sur Magharebia (<http://www.magharebia.com>)

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2012/04/23/feature-01>

Le Mali entame le dialogue avec les Touaregs

23/04/2012

Bamako se prépare à négocier avec les rebelles touaregs dans l'Etat auto-proclamé de l'Azaouad. Le MNLA serait également prêt à participer à ces négociations.

Par Jemal Oumar pour Magharebia à Nouakchott – 23/04/12



nar] Les sécessionnistes touaregs affirment que leur déclaration d'indépendance ne ferme pas la porte au

Le Premier ministre malien par intérim Cheick Modibo Diarra souhaite négocier avec les rebelles touaregs qui contrôlent le nord du pays.

"Oui, nous négocierons parce que nous avons horreur de la guerre. Nous négocierons parce que nous n'avons pas peur de négocier", a-t-il indiqué le vendredi 20 avril, des propos rapportés par l'AFP. Le chef du gouvernement a toutefois déclaré qu'il n'y aura aucune négociation avec des militants "qui poseront le couteau sous la gorge".

"Nous ne pouvons pas laisser les habitants de nos provinces du nord souffrir des tueries et des agressions barbares commises par les différents groupes islamiques armés dans le nord, et aucun citoyen malien ne saurait accepter une telle situation", a déclaré Diarra lors de son premier discours à la nation depuis sa prise de fonction.

Ce discours du Premier ministre retransmis à la télévision faisait suite à des propos similaires tenus par l'envoyé du Président malien lors d'une visite à Nouakchott le 15 avril, lors de laquelle il avait rencontré des

représentants du Mouvement national pour la libération de l'Azaouad (MNLA). Le MNLA a proclamé le 6 avril l'indépendance des trois provinces septentrionales du Mali.

"Le Président par intérim est prêt à entamer le dialogue avec les rebelles touaregs et les islamistes qui occupent le nord du pays", avait déclaré l'envoyé présidentiel malien Tibile Drame.

"Toutefois, les groupes armés djihadistes étrangers qu'ils comptent parmi eux doivent partir. Le dialogue est le premier point de notre programme, et nous comptons sur la Mauritanie et sur tous les autres pays voisins pour résoudre les problèmes majeurs que connaît le nord du Mali", avait-il ajouté.

Pour sa part, le parlement malien a adopté, le 19 avril, une résolution condamnant la déclaration de l'indépendance de l'Azaouad. Les députés ont demandé à l'armée malienne de se redéployer rapidement dans les régions du nord contrôlées par le MNLA, Ansar al-Din et d'autres groupes armés, notamment al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

"Cette mesure est destinée à assurer l'intégrité territoriale malienne sous la souveraineté de la République indépendante du Mali", affirme cette résolution. Selon *Le Républicain*, les parlementaires ont également condamné les arrestations, la semaine dernière, de personnalités politiques proches de l'ancien Président Amadou Toumani Touré, les qualifiant d'arbitraires et d'illégales, et affirmant qu'elles n'encouragent ni le dialogue, ni la paix, ni la stabilité.

Dans leur réponse aux appels au dialogue, Ham Ag Mahmoud, membre du bureau politique du MNLA, a déclaré le dimanche 22 avril à Magharebia que son groupe était "prêt en principe à engager le dialogue et à s'asseoir à la table des négociations".

"Nous avons déjà envoyé une mission à Bamako pour y rencontrer des responsables maliens dans ce cadre, en réponse à l'appel du Président malien par intérim. Notre déclaration d'indépendance ne signifie pas que nous fermions toutes les portes", a ajouté ce responsable du MNLA.

Au sujet de l'insistance du Mali concernant la question de l'intégrité territoriale, Ag Mahmoud a déclaré qu'il existait "plusieurs manières de préserver l'intégrité territoriale du Mali", ajoutant que les rebelles en discuteront lorsqu'ils entreront dans les détails de ce dialogue.

Les rebelles islamistes d'Ansar al-Din ont fait part de leur volonté de lutter contre toute tentative visant à les expulser du nord du Mali. Interrogés sur une possible intervention militaire, le porte-parole de leur groupe Sanad Ould Bouamama a déclaré que "le problème est devenu répugnant et discordant".

"Nous ne craignons que Dieu", a-t-il déclaré. "Je ne pense pas que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) envisage une intervention. Néanmoins, nous sommes prêts à prendre les armes et non à nous asseoir dans des pièces climatisées."

Ould Bouamama a également confirmé les liens de son groupe avec al-Qaida sur le site mauritanien alakhbar.info le 22 avril. "AQMI est un groupe islamique djihadiste actif dans la région où nous sommes nous-mêmes actifs. Nos relations avec eux ne sont jamais des relations contradictoires, car notre marji'ya est la même. Ils sont simplement une organisation indépendante", a-t-il déclaré le 22 avril.